



# NOUVELLES DE SOCIAL WATCH

Nouvelles 22 - 4 Février, 2011

## [Vies parallèles: Le Caire- Berlin](#)



Mirjam von Reisen

Les mobilisations pour des réformes démocratiques en Tunisie, en Egypte, Yemen et la Jordanie tracent « un parallèle remarquable » avec la chute du mur de Berlin en 1989, selon un article publié par l'hebdomadaire New Europe écrit par Mirjam von Reisen, membre du Comité Coordinateur du réseau de Social Watch Social international et professeur de Responsabilité Sociale Internationale dans l'Université néerlandaise de Tilburg.

[Lire plus](#)

## [De la faim aux révoltes](#)

Les révoltes en Tunisie, Algérie, Egypte, Jordanie et Yemen sont une conséquence directe de la crise alimentaire mondiale soufferte depuis 2007-2008, selon le rapport élaboré par les experts et activistes belges Jean-Jacques Grodent (SOS Faim), Stéphane Desgain (Centre national de coopération au développement, point focaux de Social Watch) et Thierry Kesteloot (Oxfam Solidarité).

[Lire plus](#)

## [Peut-il un millionnaire être bon législateur ?](#)

D'importants chefs d'entreprise des très privatisés secteurs de la santé et de l'éducation intègrent les comités parlementaires relatifs à leurs secteurs d'intérêt privé en Inde. Celle-ci a été une des principales conclusions du Sixième Rapport de Social Watch Inde, présentée en décembre. Au moins 10 grands journaux en langue hindi ont publié des articles détaillés sur l'étude. La revue Hard News a présenté une vaste couverture dans sa dernière édition.

[Lire plus](#)

## [Des économistes font pression sur Obama](#)

Au début ils étaient une vingtaine, mais maintenant sont plus de 250 les économistes qu'ont signé la lettre adressée au gouvernement de Barack Obama pour qu'il élimine des traités de promotion de l'investissement et du commerce les clauses qui empêchent aux pays des partenaires d'exercer leur souveraineté en matière de contrôle de capitaux.

[Lire plus](#)

## [Le Caire est le nouveau mur Berlin](#)

*Par Mirjam van Reisen*

Les groupes européens du réseau international de Social Watch ont présenté la semaine dernière au Parlement Européen à Bruxelles un rapport intitulé « Il est temps d'agir : Répondre à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à l'inégalité en Europe et au delà ».

Le lancement a coïncidé avec les jours les plus tendus des manifestations dans la place Al Tahrir du Caire, avec la dissolution du parti officiel de Ben Alí en Tunisie, qui avait obtenu un surprenant 89% des votes dans les élections à peine un an avant, et avec des gens dans les rues en réclamant des réformes à Yemen et Jordanie. Le rapport identifie l'exclusion sociale à l'intérieur et en dehors de l'Europe comme la cause de la frustration et le malaise social, que dans les pays au sud et à l'est de la Méditerranée a été aggravé par l'exclusion politique. Dans la région arabe 92 millions de personnes vivent dans la pauvreté.

Le parallélisme avec la chute du mur de Berlin en 1989 est remarquable. Tout comme dans la Méditerranée aujourd'hui, les protestations en Europe Orientale ont été causées par l'exclusion sociale et politique de la majorité des personnes dans leurs pays, non comme une réaction à la réalité géopolitique de l'époque. La chute du mur de Berlin

dans son époque a démontré l'échec de la stratégie militaire de l'Union Soviétique, qui sous-estimait l'importance des nécessités de base des gens.

En 1989 les hommes d'Etat ont été totalement surpris par les événements et pas à pas dans un ils se sont aventurés dans un nouveau monde. La même chose se produit maintenant. Dans ce temps-là tous les regards se dirigeaient au président Bush (père) des Etats-Unis et au président Gorbatchev de ce qui était encore l'URSS et la question clef était comment ils profiteraient de l'occasion qui représentait la fin de la Guerre Froide. La question est aujourd'hui est comment va être profitée l'occasion de bâtir un nouvel ordre dans le Moyen-Orient, qui pourrait faire possible la paix dans la région quand on s'y attendait le moins.

Le parallélisme final est avec l'élan que les changements dans l'Est il y a vingt ans ont donné à l'Europe, que sous la direction du président Jacques Delors a profité du moment pour le rôle global de l'Union Européenne, favoriser la démocratie dans l'est de l'Europe et porter la prospérité aux pays appauvris de la région, en unissant le continent de l'Europe sous le drapeau politique de l'Union Européenne. L'extension de l'Union de 15 à 27 pays a agrandi le marché européen et a apporté de la stabilité politique à la région.

La crise actuelle à la frontière sud de l'Union Européenne est d'importance égale à celle de ce temps là et une réponse européenne devrait tenir compte des facteurs suivants.

D'abord : L'actuelle politique socio-économique, basé sur une version brute du néo-libéralisme extrême dans la région arabe ne peut déjà pas être soutenue. Outre les problèmes moraux qui accompagnent ces politiques par leur responsabilité d'avoir maintenu dans le pouvoir des régimes corrompus et dictatoriaux, au détriment de ses gens propres, ces politiques ne servent pas non plus déjà à maintenir la stabilité dans la région et par conséquent une révision des politiques économiques dans le monde arabe est urgemment nécessaire.

Deuxièmement, l'aide économique énorme pourvue par l'UE à des régimes qui manquent d'institutions de base de gouvernance démocratique conduit à la corruption effrénée et l'argent n'arrive jamais à la majorité de la population. Les aides à des gouvernements qui manquent d'institutions démocratiques et de respect à des droits de l'homme internationalement consacrés doivent cesser.

Ce deuxième point requiert aussi une révision complète de la politique de l'UE envers l'Israël, qui dispose du soutien économique et militaire de l'Europe bien qu'il ignore systématiquement le droit international dans sa manière de traiter le peuple palestinien. L'exclusion politique du peuple palestinien du système de gouvernance israélien, qui crée un apartheid basé sur la religion et l'origine ethnique requiert aussi d'être abordée. À moins que l'Israël n'opère dans les limites du droit international et de la gouvernance démocratique, toutes les aides de l'UE au gouvernement d'Israël doivent immédiatement s'arrêter et sans réserves.

Le rapport de Social Watch réclame que la société civile indépendante soit soutenue, tant en Israël comme dans la région arabe. Le rapport indique aussi l'instabilité sociale émergente dans l'Union Européenne suite au manque de contrôles sur les finances internationales et les mouvements spéculatifs de capitaux.

On analyse comme exemple la crise en Irlande, qui a une dette équivalente à plus de 100% de son produit interne brut. Celle-ci était une dette privée, accumulée par les banques, mais pour éviter sa faillite, le gouvernement a accepté que cette dette soit payée par tous les contribuables irlandais. Cette politique a été accompagnée de très sévères coupures dans tous les frais sociaux. Les auteurs signalent que par cette direction l'Union Européenne elle-même ne peut pas rester immune à l'instabilité politique

Le rapport demande « un modèle qui pose des limites au secteur privé, dirigé par un secteur financier qui socialise les pertes et privatise les profits. » Le rapport signale, de même du danger que les flux de crédit soient complètement séchés pour les familles et les petites entreprises.

Social Watch prend note du compromis, adopté par les chefs d'États dans les Nations Unies en septembre dernier, dans le sens d'établir « un seuil social » universel et réclame que ce compromis, que l'Europe a promu, soit mis en oeuvre. Pour être cohérent ceci requerrait la définition « d'un seuil social » commun pour l'UE.

Les auteurs du rapport recommandent une réforme fiscale progressive et une répression efficace de l'évasion fiscale en Europe et au-delà, en signalant que l'Union Européenne elle-même peut commencer à être affecté par des réponses populaires si elle permet que l'inégalité interne continue en augmentation.

L'auteur est professeure de Responsabilité Sociale Internationale de l'Université Tilburg, Pays-Bas, et membre du Comité Coordinateur du réseau international de Social Watch.

[Faim et révoltes : sortir d'une crise qui s'enlise ?](#)

Par Jean-Jacques Grodent, Stéphane Desgain et Thierry Kesteloot

La Tunisie, mais aussi l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie ou encore le Yémen occupent aujourd'hui le devant de l'actualité à la suite de révoltes populaires. Ces révoltes sont basées sur des revendications liées aux libertés politiques et aux difficultés économiques et sociales. On souligne cependant trop peu le lien qui existe entre elles et la crise alimentaire qui resurgit actuellement. En particulier, l'effet déclencheur de la hausse des prix des denrées de bases dans ces pays.

Ce qui se passe aujourd'hui dans le pourtour méditerranéen est en effet en lien direct avec la crise alimentaire mondiale qui sévit depuis 2007-2008 et se poursuit depuis. Rien qu'en 2010, une trentaine de pays ont été la proie d'émeutes de la faim liées à l'augmentation des prix alimentaires. Au Mozambique, la répression a fait 10 morts et 400 blessés et les répressions ont été particulièrement violentes au Tchad.

Avant de chercher à attribuer cette crise aux conditions climatiques ou aux changements d'habitudes alimentaires en Chine, rappelons-nous que la situation actuelle n'est pas le fruit du hasard. Depuis 1970, la Tunisie a massivement remplacé les productions vivrières pour des productions destinées à l'exportation et s'est mise à importer à bas prix son alimentation. Le pays est aujourd'hui dépendant à 85% des importations pour sa consommation de blé et l'agriculture locale est déstructurée. De même, l'Algérie est dépendante à 75% des importations pour sa consommation de céréales et le Yémen à 100% pour le riz. Or, que proposait le gouvernement de Ben Ali un an à peine après la crise alimentaire de 2007-2008 ? La poursuite de la libéralisation du secteur agricole, avec une nouvelle baisse des tarifs douaniers et des facilités pour les importations. Ce qui revient à tuer encore un peu plus l'agriculture locale.

#### *Une crise bien plus importante se profile*

Cela fait longtemps que les ONG belges alertent médias et responsables politiques sur la persistance de la crise alimentaire et soulignent que les actions entreprises ne sont pas à la hauteur des enjeux. Plus de 50 pays sont dangereusement dépendants des importations, alors que nombre d'entre eux étaient globalement autosuffisants il y a 40 ans. Réduire drastiquement cette dépendance en quelques années suppose des politiques fortes et des moyens financiers et humains très importants. De nombreux pays, considérés comme stables parce qu'ils sont parvenus à contenir la faim dans les campagnes, pourraient basculer dans le chaos si les prix agricoles mondiaux continuent de faire ce yoyo infernal et destructeur. C'est malheureusement ce que tout le monde prédit.

Pour faire face à ce défi, nul besoin de nouvelles études, ou de hautes technologies. Il faut d'abord des décisions politiques qui protègent le secteur agricole au niveau national et régional, c'est à dire des droits de douane importants sur les produits stratégiques. Mais protéger ne suffit pas, il faut aussi un soutien financier massif aux producteurs familiaux. Il faut de même leur garantir l'accès aux semences, à la terre, aux outils et aux intrants les plus élémentaires. Et pour qu'augmentation de la production ne rime pas avec destruction environnementale, il faudra reconnaître les savoirs paysans et soutenir les pratiques agro-écologiques. Enfin, pour éviter les pertes, sortir les paysans de la pauvreté et garantir des prix stables aux consommateurs, il faudra transformer et valoriser les produits agricoles mais aussi mettre en place aussi des structures publiques de stockage qui stabilisent les prix. Rappelons pour finir que la spéculation, qui se nourrit de l'instabilité des prix internationaux, est incapable de faire trembler un pays qui assure l'essentiel de sa sécurité alimentaire.

#### *Il faudra aller plus loin*

Nombreux sont les responsables politiques qui ont pris conscience des enjeux, on parle enfin d'investir dans d'agriculture familiale destinée aux marchés locaux. Mais personne ne semble prendre la mesure de l'ampleur du chantier. Il s'agit d'un milliard d'affamés, de deux milliards de paysans répartis dans plus de 50 pays, ce sont des millions d'hectares de terres à respecter, des centaines de millions de groupements d'hommes et de femmes à renforcer. Ce sont aussi de puissants intérêts à combattre et c'est justement là que se loge l'origine de l'incohérence de nos politiques belges et européennes. Être cohérent dans notre lutte contre la faim implique de remettre en cause les accords que nous signons avec les pays du Sud pour la libéraliser les échanges de produits agricoles ou garantir la protection de nos investissements dans l'achat de terres. C'est aussi remettre en cause la libéralisation de la Politique agricole commune (PAC) et la recherche de compétitivité mondiale qui menace les agriculteurs du nord et du sud au profit du secteur agroalimentaire. C'est enfin remettre en cause la politique européenne sur les agrocarburants qui pousse à en importer de pays souffrant de la faim parce que nous n'arrivons pas à freiner notre appétit de déplacements inconsidérés. Nous demandons donc d'aller concrètement plus loin, plus vite et avec plus de cohérence.

Source : Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11)

[Democratie avec conditions](#)

*Par Sadiq Naqvi Delhi.*

La grande ombre des riches obscurcit les couloirs du pouvoir en Inde, selon un rapport sur la gouvernance, la législation et le développement.

D'importants chefs d'entreprise des très privatisés secteurs de la santé et de l'éducation intègrent les comités parlementaires qui considèrent des affaires relatives à leurs intérêts privés. Celle-ci est une des conclusions « du Rapport citoyen sur la gouvernance et le développement », élaboré par l'organisation non gouvernementale Social Watch Inde et présenté par le ministre de Développement Urbain, Jaipal Reddy.

Les chefs d'entreprise industriels Rajeev Chandrashekhar et Jaganmohan Reddy, entre autres, intègrent le comité de finances du Congrès législatif. Neuf des 26 membres du comité d'industries ont des intérêts dans des compagnies du secteur, entre eux Badruddin Ajmal et Akhilesh Das. Le aussi magnat de l'industrie Navin Jindal intègre le comité de comptes public.

Dans le comité de santé figurent trois législateurs que conduisent des institutions éducatives de médecine : Prabhakar B Kore, président de la Karnataka Lingayat Education Society, qui dirige 18 facultés ; MAM Ramaswamy, vicerecteur de l'Université Annamalai, et Datta Raghobhaji Meghe, président de la fondation Radhikabai Meghe Memorial Trust.

En décembre 2008, les législateurs Offre Karat et Amar Singh ont protesté quand son collègue Rahul Bajaj a demandé dans la Rajya Sabha (haute chambre du Parlement) les mesures prises par le Ministère des Finances pour mitiger les problèmes du secteur des véhicules à moteur indien, parce que lui-même est un chef d'entreprise des véhicules à moteur.

Le rapport de Social Watch Inde indique que presque 25 pour cent des membres de la Lok Sabha (chambre basse) sont des chefs d'entreprise. Dans la Rajya Sabha, ils constituent le 10 pour cent. « L'argent s'est transformé dans un facteur électoral clef à tous les niveaux, sans importer le parti politique », informe.

Plus encore : la richesse de beaucoup de législateurs s'est multipliée dans l'exercice de ses charges, comme celle de L Rajagopal, qui a été augmenté 3023 pour cent depuis sa dernière élection en 2004.

*Source: Hard News magazine*

*Plus d'informations sur: <http://www.hardnewsmedia.com/2011/01/3812>*

## [Un nouveau plat dans le menu économique](#)

*Par Roberto Bissio*

Deux cent cinquante économistes du monde entier, y compris les professeurs plus renommés des universités de Harvard et de Columbia, ont négligé leurs discussions pour réclamer ensemble « un menu plus vaste d'options de politique pour prévoir et mitiger les crises financières ». Le plat fort de ce menu est le contrôle de capitaux et les économistes ont envoyé une lettre ensemble adressé à l'administration Obama le lundi 31 janvier en recommandant que « les futurs accords de libre commerce et de traités bilatéraux d'investissement des Etats-Unis permettent aux gouvernements de mettre en oeuvre des contrôles de capital sans être soumis aux réclamations des investisseurs ». \*

Ces accords et traités permettent aux investisseurs de réclamer au gouvernement hôte devant des tribunaux arbitraux avec siège à Washington. Ce dispositif a utilisé avec une variété de buts, qui vont depuis les demandes multimillionnaires à l'Argentine par les pertes souffertes suite à la dévaluation jusqu'à l'opposition de Philip Morris aux mesures antitabac en Uruguay.

Les économistes indiquent que « notre préoccupation surgit parce que beaucoup d'accords d'investissement et de libre commerce des Etats-Unis limitent gravement la capacité de nos partenaires commerciaux pour mettre en oeuvre les contrôles de capital en indiquant que « tous les transferts en rapport avec un investissement » doivent pouvoir entrer et sortir du pays signataire « librement et sans retard ». Les accords ne distinguent pas entre des investissements productifs et ceux simplement spéculatifs ou « de portfolio ».

Par leur lettre, les économistes « alertent » aux ministres (et la ministre) Américains des affaires étrangères, du commerce et de l'économie que « il y a de nouveaux développements dans la littérature économique récente par rapport aux règlements financiers » et ils citent entre les auteurs des nouveaux points de vue au National Bureau of Economic Research (Bureau National de Recherche Économique) des Etats-Unis et du Fonds Monétaire International lui même. Entre les signataires de la lettre ouverte commune se trouvent des célèbres critiques du Consensus de

Washington, comme le prix Nobel Joseph Stiglitz, professeur à l'Université de Columbia, et des économistes peu orthodoxes, comme Dani Rodrik, de Harvard, mais aussi des défenseurs proéminents du libre commerce, comme Nancy Birdsall, du Centre pour le Développement Global, et Arvind Subramanian, de l'Institut Peterson pour l'Économie Internationale. Même des anciens fonctionnaires du Fonds Monétaire International ont signé la missive, comme Olivier Jeanne, qu'actuellement enseigne à l'Université John Hopkins.

Entre les signataires latino-américains on remarque Ricardo Hausmann et José Antonio Ocampo, qui enseignent maintenant à Harvard et à Columbia respectivement après avoir eu des charges ministérielles et dans des organismes internationaux.

Selon tous ces professeurs, les recherches postérieures à la crise financière globale ont conclu que limiter l'entrée de capitaux de court terme, parfois appelés « hirondelles », dans les pays en développement peut aider à éviter des appréciations de la monnaie locale et à empêcher la formation de bulles par surestimation des actifs. En outre, une mesure de ce genre, assurent les économistes, « donne davantage d'autonomie aux pays dans la formulation de ses politiques monétaires ».

Vu la gravité de la crise financière mondiale et ses conséquences, comme suit la lettre, « les nations ont besoin de tous les outils possibles à leur portée pour prévoir et mitiger les crises financières ». Les contrôles de capital « ne sont pas la panacée » mais il y a consensus en indiquant que quand le Sommet de Séoul du Groupe des 20 a réclamé en novembre 2010 « mesures macro-prudentielles conçues avec précaution », celles-ci doivent inclure les techniques de règlement des capitaux. « Plusieurs pays, comme la Thaïlande et le Brésil, ont adopté des mesures de ce type dans les derniers mois, » rappellent les économistes, comme réponse à l'invasion de capitaux « chauds »

Toutefois, les traités bilatéraux de libre commerce et d'investissement les interdisent et même, comme soutiennent les signataires, « ils donnent aux investisseurs étrangers privés le pouvoir d'effectivement exiger aux gouvernements devant des tribunaux internationaux sur des prétendues violations de ces dispositions ». Les économistes remarquent que certains des accords les plus récents signés par les Etats-Unis mettent une limite à la quantité des compensations qui peuvent être réclamées par les investisseurs par des dommages éventuellement provoqués par des mesures de contrôle de capital. En outre, ils indiquent, le TLC avec le Pérou prévoit dans son Annexe 10E une période de « refroidissement » avant que des demandes de ce genre puissent être posées. Toutefois, « ces réformes plus petites ne suffisent pas pour assurer que les gouvernements aient l'autorité nécessaire pour utiliser ces outils légitimes de politique ».

Puisque les TLC et les accords d'investissement des « autres grands pays exportateurs de capital » (en référence claire à l'Europe) permettent une plus grande flexibilité, le document recommande que les Etats-Unis s'abstiennent d'inclure ce type de clauses dans le futur.

Entre ces accords encore non totalement conclus se trouvent l'accord de libre commerce en suspens de ratification, l'accord « trans-pacifique » entre les Etats-Unis et huit pays, que commence sa cinquième ronde de négociations au Chili, le 15 février prochain, et les accords d'investissements avec la Chine et l'Inde, qui doivent commencer à être négociés en 2011.

*\* Le texte complet de la lettre et la liste de signataires est disponible (en Anglais) sur:  
[www.ase.tufts.edu/gdae/policy\\_research/CapCtrlsLetter.html](http://www.ase.tufts.edu/gdae/policy_research/CapCtrlsLetter.html)  
Source : Agenda Global*

SOCIAL WATCH est un réseau international d'organisations de la société civile qui luttent pour atteindre l'équité de genre et l'éradication de la pauvreté ainsi que ses causes.

[Social Watch >>](#)

Pour envoyer votre commentaire sur ce bulletin d'informations:

[socwatch@socialwatch.org](mailto:socwatch@socialwatch.org)

Si vous ne voulez pas recevoir les prochaines nouvelles de SW svp répondez cet e-mail en écrivant « me désabonner » à :

[sw-actualite-request@listas.item.org.uy](mailto:sw-actualite-request@listas.item.org.uy)

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien financier de l'Union européenne et d'Oxfam Novib



Le secrétariat international de Social Watch reçoit également le soutien de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.

Social Watch est le seul responsable du contenu de la publication et en aucun cas celui-ci ne reflète les points de vue de l'Union européenne, d'Oxfam Novib ou de la Coalition flamande pour la coopération Nord-Sud-11.11.11.